

**Allocution du Ministre de l'intérieur lors des vœux
des syndicats Alliance et UNSA.**

Seul le prononcé fait foi

Un des précédents intervenants a indiqué il y a quelques instants que l'on n'était pas dans un meeting, meeting que je connais bien par ailleurs. Mais je trouve que ça vaut un vrai beau meeting. La différence aujourd'hui c'est que souvent les salles de meeting sont moins pleines. Je vois très bien ce qui vous a conduit à choisir symboliquement ce lieu, le musée des Arts forains : un décorum homérique qui rappelle la magie. Je dois vous faire une confidence. C'est qu'il faut être un peu magicien aujourd'hui, avoir une baguette magique pour être capable de tout régler quand vous n'avez pas au Parlement de majorité parlementaire et quand vous n'avez même pas de budget car je vous rappelle que, j'en parlerai dans quelques instants, on a un budget riquiqui qui est la simple reconduction du budget de l'exercice précédent. Donc merci Thierry, Fabien, d'avoir choisi ce lieu emblématique qui donne un point de départ à notre discussion.

Je voudrais vous saluer bien sûr tous les deux. Merci pour les vœux que vous m'avez adressés professionnels bien sûr et puis personnels et familial. Je voudrais saluer les personnalités qui m'entourent.

Monsieur le Préfet de Police, que je rencontre chaque jour, parfois plusieurs fois par jour.

Madame la directrice générale de la sécurité intérieure,

Monsieur le secrétaire général du ministère,

Monsieur le directeur général de la Police nationale,

Mon directeur de cabinet, Franck Robine,

Je voudrais saluer chacun d'entre vous en vos grades et qualités,

Saluer les deux organisations syndicales qui sont ici, car j'ai toujours considéré, quand j'étais président de département, de région, dans toutes mes fonctions, qu'il ne pouvait pas y avoir d'efficacité d'une organisation sans un bon dialogue social. Mais à la condition que chacun reste à sa place. Chacun a des responsabilités, chacun a sa casquette et c'est ce dialogue que j'ai commencé à nouer avec vous parce que vous portez des revendications. Je les comprends, j'essaie au maximum de les satisfaire dans la limite des moyens que j'ai avec moi.

Je suis très heureux de marquer, avec vous, le départ du marathon des vœux.

C'est rarement une année, comme l'année passée, qui nous permet d'envisager l'année 2025 parce que ça a été une année très particulière où comme aucune autre année vous avez témoigné du courage policier : avec vos collègues, vous avez été sur tous les fronts. A la fois exemplaires et volontaires.

Exemplaires d'abord pour sécuriser tous les grands évènements, que notre pays a accueillis. Bien entendu les jeux olympiques et paralympiques avec quel succès grâce à votre engagement absolument exceptionnel. Je veux citer bien sûr la réouverture de Notre-Dame de Paris, là encore événement planétaire, des dizaines

de chefs d'Etat réunis dans ce lieu hautement symbolique de notre culture. Le voyage du Pape en Corse. Ou aussi, je le rappelle quand même, un événement qui défrayait à l'époque la chronique, certains me demandaient de le délocaliser, certains me proposaient même de l'annuler, la rencontre footballistique entre la France et Israël. Cet événement sportif s'est tenu. La France n'a renoncé à rien, la France n'a pas reculé grâce à votre mobilisation. Merci à vous.

Exemplaire, notre police l'a été aussi sur tous les fronts, mais vous avez été, je le disais il y a quelques instants, volontaires face à toutes les crises. Et Dieu s'est si notre pays en connaît. Je veux saluer, comme ça vient d'être fait précédemment, l'élan civique, l'élan même je trouve patriotique qui a été le vôtre et dont ont fait preuve tous vos collègues qui se sont portés volontaires, pour Mayotte. Je me souviens quand le Directeur général de la police nationale m'avait indiqué qu'en 72h, il avait été capable de réunir sur un simple appel aux volontaires 800 volontaires. Et je crois que désormais ce sont 2000 volontaires pour Mayotte et ça c'est génial. C'est génial parce que je crois que c'est profondément cela être policier. Tout à l'heure je vais vous parler bien sûr des moyens, je vais vous parler aussi du sens du métier. Parce que tous ici sur cette estrade, dans cette salle, on est là bien sûr et on veut des moyens pour que nos politiques publiques soient menées à bien, mais on n'est pas là seulement par hasard, pour des conditions matérielles. On est là pour autre chose aussi. Et ces volontaires pour Mayotte nous rappellent, c'est essentiel, je pense que c'est cela la Police Nationale, c'est plutôt que la tentation du chacun

pour soi, c'est la force du don de soi. Aucune société ne peut tenir debout sans que certains accomplissent leur devoir plutôt que de réclamer toujours plus de droits. C'est ça le civisme, c'est ça le patriotisme. On le fait pour un pays, pour des valeurs, pour des principes de la République. **Et c'est aussi cela, une nation.** Une nation c'est aussi cette grande solidarité qui s'appuie sur un sentiment d'appartenance. Une nation c'est une solidarité qui réunit en un même instant, en un même espace, les hommes et les femmes de conditions différentes, de croyances différentes. C'est ce fil invisible qui coud à travers les siècles, entre les générations et qui fait de nous une vraie communauté nationale, apte à surmonter tous les défis et qui fait de nous justement cette chaîne de solidarité qui s'exerce aussi. Et c'est votre fonction première, pour les plus faibles, pour les protéger. Et parce qu'une nation c'est cette générosité, cette solidarité, aucune souffrance ne peut nous être étrangère. Même à 8000 kilomètres de Paris. Et sur Mayotte, puisque vous m'avez interrogé, j'avais demandé une coordination entre les ministères. Nous l'avons faite, nous l'avons pratiqué et je peux vous dire que je signerai dans quelques heures **une circulaire sur les modalités de l'aide sociale, de soutien financier pour nos agents, pour leurs familles et j'y tiens beaucoup.** Et ça me permet de saluer aussi, parce que quand je parle des conditions difficiles de l'exercice de votre métier, et je connais l'exercice particulièrement difficile de celles et ceux qui sont en **Outre-Mer, en Nouvelle Calédonie ou en Martinique.**

A l'engagement exceptionnel dont vous avez fait preuve, répondent les engagements tenus, par notre Ministère, en 2024. Je suis arrivé tardivement

puisque j'ai pris mes fonctions le 23 septembre mais je n'ai eu de cesse, dès lors que j'ai mis le pied dans le ministère de l'Intérieur dans cette cour de Beauvau, d'accomplir et justement d'assumer un certain nombre d'engagements qui avaient été pris précédemment.

Malgré le contexte budgétaire tendu, ce que je veux vous rappeler, c'est qu'en quelques semaines nous avons obtenu ce que l'on appelle **la loi de fin de gestion 2024, une rallonge de près d'1 milliard d'euros**. Personne n'en a parlé. Pourquoi ce 1 milliard d'euros ? Pas par fétichisme comptable, pas parce que j'aime les chiffres. C'est simplement que je voulais honorer les promesses qui vous avez été faites, solennellement, à la suite des jeux olympiques. Toutes ces promesses je souhaitais qu'elle ne reste pas lettre morte. Et quand je suis arrivé au ministère, il n'y avait plus d'argent. Pour la gendarmerie, je me suis même retrouvé dans une situation où nous n'avions plus d'argent pour payer les loyers aux collectivités qui avaient fait construire des casernes pour nos gendarmes. Et on a obtenu et je me suis battu pour obtenir cette rallonge qui était importante. Evidemment, 2024 a également vu l'entrée en vigueur de **plusieurs mesures catégorielles, qui devront là encore être retravaillées**. **J'ai bien entendu le message** : je pense à l'ISSPAT, à l'indemnité d'absence missionnelle, à la prime voie publique, ainsi qu'à la revalorisation de l'IJAT de 1 € en avance de phase. C'est important la voie publique. J'entendais tout à l'heure que beaucoup d'entre vous souhaitaient être dans la rue. Moi aussi je souhaite qu'il y ait de plus en plus de policiers dans la rue, pas pour les mêmes raisons, pas dans les mêmes circonstances. Mais

moi je me plains de toutes les lourdeurs procédurales, je me plains de tout ce qui peut vous distraire de votre métier, qui mine le sens du métier. Et moi aussi je désapprouve ce qui fait que par exemple pour les gardés à vue on ne puisse plus avoir recours comme précédemment à la surveillance vidéo. C'est comme si du jour au lendemain au ministère de l'Intérieur, on nous avait retiré l'équivalent de 15% de notre force notamment pour la police nationale sur la voie publique. C'est ça qui est dramatique. Je n'oublie pas que 2024 a été l'année de **la mise en œuvre de la réforme de la police nationale**. Je ne suis pas venu pour annoncer son abrogation. On sait bien que chaque réforme doit être polie. J'ai demandé Monsieur le Directeur Général à ce que très rapidement on puisse me faire le point, non pas encore une fois pour revenir sur cette réforme, il s'agissait de décroïsonner, d'augmenter la synergie, de partager l'expertise. Mais sur un certain nombre d'angles morts, je souhaite que l'on puisse mieux faire et je veux que nous puissions la rendre perfectible.

Oui, en 2024, notre police nationale a été de tous les combats. Et vous incarnez un syndicalisme de combat. Ce n'est pas de tout repos pour le Ministre de l'Intérieur. C'est un peu mon bizutage. Mais j'ai compris le message. Ce syndicalisme est une force pour tous vos membres. Et il y a peu d'organisation, croyez-moi, qu'elle soit politique ou syndicale, qui soit capable de réunir en un instant autant de monde. Je pense que c'est un atout pour la République même si je le disais il y a quelques instants ce n'est pas nécessairement de tout repos pour un Ministre de l'Intérieur.

Un atout car ce combat que nous menez, **n'est pas un seulement combat catégoriel**. Vous n'êtes pas seulement les porte-parole d'intérêts professionnels, en tout cas à mes yeux : **vous devez être des portevoix de l'intérêt général**. Pour la protection de nos concitoyens, pour la protection de la République. Ce que vous défendez, c'est précisément la République. Qui protégez-vous ? Ce sont les Français. Et c'est ça qui est important. Souvent vous le faites en prenant des risques, au péril de votre vie. J'ai d'ailleurs une pensée émue, en cet instant, pour **les 27 policiers décédés** en 2024, et pour leurs proches, pour leurs familles, pour leurs amis. Je voudrais également exprimer notre soutien aux **plus de 14000 policiers blessés** en douze mois. Et vous me permettez, car je devais être en cet instant aux côtés du Président de la République à Montrouge et je souhaitais être parmi vous, je souhaiterais vraiment, en quelques mots très simples, redire que nous partageons tous la même émotion à l'évocation de la mémoire de Clarissa Jean-Philippe, qui était victime, dans l'exercice de son devoir. Comme policière, elle a été visée, assassinée parce qu'elle était membre de la police municipale. Je veux avoir un hommage particulier pour elle et je voudrais que tous ensemble, au moment où le président et le Premier ministre sont à Montrouge, on ait quelques secondes de silence.

Votre syndicalisme est donc tout sauf un corporatisme : c'est un civisme. Un civisme, car vous n'exigez pas pour vous-même **je ne sais quel privilège**, mais ce qui est dû à tout agent de l'Etat : **le respect**. Vous ne quémandez pas **de nouveaux droits** : vous demandez seulement que soit restaurée **l'autorité de la loi que vous servez**. Car

c'est d'abord cela, la République. Exiger le respect de nos policiers, défendre l'autorité de la loi : ce combat, que mènent vos deux organisations syndicales, ce combat je veux le redire ici sur cette estrade, est aussi le mien. Et il le restera et je vous le montrerai.

Il le restera car si la France a un nouveau gouvernement, le cap de fermeté, d'autorité, que j'ai souhaité incarner pendant trois mois, ce cap ne changera pas. Il ne changera pas car les Français, dans leur grande majorité, le réclament à cor et à cri. Il ne changera pas car je ne changerai jamais de convictions : ce que je pensais en septembre, je le pense toujours ! Je le pense d'ailleurs depuis toujours !

Je pense toujours que pour l'immigration, nous devons la réduire, parce que trop, c'est trop : et je travaillerai dans ce sens, y compris contre le petit microcosme, tout petit parisien, médiatico politique. Là encore c'est ce que nous demandent les Français : maîtriser l'immigration, reprendre le contrôle.

Je pense toujours, depuis longtemps, que le crime organisé doit être combattu. C'est moi président de groupe à l'époque qui ai initié une commission d'enquête sur la criminalité organisée, sur le narcotrafic. Avec Gérard Darmanin, nous serons dans quelques semaines au banc au Sénat pour refondre totalement l'arsenal législatif qui va nous permettre de donner précisément des armes à nos forces de l'ordre, des armes à la justice pour mieux affronter ce qui constitue aujourd'hui une menace existentielle vis-à-vis de notre démocratie comme vis-à-vis de nos institutions.

Comme hier, je pense toujours que la sécurité du quotidien est d'abord une affaire de terrain, et que Paris ne sait pas tout. Et j'ai renversé la logique. J'ai demandé, ils ont encore quelques jours pour cela, aux préfets, aux DDPN, aux patrons des groupements de gendarmerie, de tous les départements français, de me faire des plans adaptés à chaque département pour restaurer par des actions concrètes la sécurité du quotidien. Parce qu'en Vendée, il n'y a pas le même type de criminalité qui peut y avoir en Isère, en Seine Saint Denis où ailleurs. C'est le terrain qui doit mieux s'organiser. Paris ne sait pas tout.

Je pense toujours, et plus encore cette semaine de commémorations, que la guerre contre le totalitarisme islamiste est un combat de civilisation, car ce qui se joue dans cette bataille, c'est l'avenir des plus belles conquêtes de l'Occident, l'avenir des plus belles conquêtes françaises : la liberté de conscience, l'égalité entre chacun et plus particulièrement l'égalité entre les hommes et les femmes, notre laïcité française aussi. C'est pourquoi ce combat contre l'islamisme constituera **une nouvelle priorité pour ces prochains mois.** Des propositions concrètes seront faites.

Et puis naturellement, je pense toujours que l'honneur de la police doit être défendu, et que les élus qui salissent cette honneur déshonorent leur écharpe tricolore : **ces élus-là, je le dis, sont la honte de la République.** Je ne leur passerai rien comme je l'ai déjà montré au cours de ces dernières semaines. Systématiquement, lorsqu'ils qui placeront une cible dans le dos de nos forces de l'ordre, que ce soit un policier ou un gendarme, ils auront

affaire à moi. Je ne laisserai jamais rien passer parce que c'est trop important. Je ne veux pas, comme Ministre de l'Intérieur, vous demander d'aller au front, vous demander des risques que vous prenez sur vos familles, sur vous-mêmes, sur votre vie, sans que nous soyons intransigeants précisément sur des élus de la République qui pour moi n'ont rien de républicain parce qu'ils négligent et ils offensent le bouclier de la République, c'est-à-dire des hommes et des femmes comme vous. Tous ceux qui menacent notre pays, également. **Comme ces influenceurs algériens qui ont été interpellés la semaine dernière, après des signalements.** Ces gens-là nous testent : ils testent la résistance et la force de la République. Et bien, assumons le rapport de forces ! Ne laissons rien passer. Jamais. Rien !

Mesdames et Messieurs, vous connaissez les défis auxquels notre police doit faire face, comme vous connaissez également les besoins.

Ils tiennent, d'abord, aux moyens mis à votre disposition. Vous le savez, en prenant mes fonctions de Ministre de l'intérieur, j'ai pris un engagement : parler vrai. Et la vérité, c'est que vous faire des promesses aujourd'hui, ce serait vous mentir. Je ne vous mentirai pas. Car la censure du gouvernement précédent, nous a privé d'un budget. Pour l'instant, les moyens qui sont à ma disposition sont les moyens qui ont été mis à ma disposition par la loi spéciale qui s'adosse à ce qui a été voté en 2024. Ce n'est pas suffisant pour faire face aux défis à relever en 2025. si elle n'a rien réglé sur le plan parlementaire, a tout compliqué sur le plan budgétaire : **faute de budget, le début de l'année 2025 se fera sous le régime de la loi spéciale.** La règle

est claire : nous devons nous en tenir au fonctionnement courant des services. Et nous ne pouvons pas lancer de nouveaux projets immobiliers, ni de nouveaux projets numériques. Nous ne pouvons pas procéder à l'acquisition de matériels exceptionnels et, bien entendu : les mesures catégorielles prévues au protocole, qui ne sont pas encore publiées, ne peuvent pas être débloquées avant un nouveau budget. Par ailleurs, entre ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, il existe une zone grise. Cette zone grise, je pense qu'elle nous autorise à faire face à un certain nombre de questions : je pense aux financements pour les intervenants sociaux en commissariat, aux crédits nécessaires au recours à la réserve opérationnelle, ou à l'autorisation de procéder aux premières acquisitions de moyens mobiles. C'est loin d'être suffisant.

Naturellement, ce régime de la loi spéciale n'a pas vocation à durer. En revanche, je peux vous dire ce que je veux précisément : **je veux que soient maintenus les acquis que vous avez obtenus de haute lutte.** Je veux que ces acquis soient prolongés pour le budget 2025, par exemple la trajectoire de la LOPMI. Je me battrais pour cela. Ces acquis, je vous le rappelle, nous avaient permis de préserver les crédits de fonctionnement et d'investissement de la police nationale, mais également d'augmenter les crédits de masse salariale nécessaires au maintien d'une réserve opérationnelle de bon niveau, à la poursuite de l'indemnisation des heures supplémentaires, et à la mise en œuvre des mesures prévues dans le protocole de modernisation des ressources humaines, au profit des personnels actifs, comme des personnels **de la police technique et scientifique**, ou des **agents**

administratifs et techniques. Mais sur ce point du protocole RH, **le défi ne se réduit pas à la seule masse salariale : je souhaite qu'un effort soit porté pour améliorer les ressources humaines du quotidien.** Je crois qu'il faut notamment donner davantage **de visibilité aux agents lors des mutations,** pour renforcer la conciliation vie privée / vie professionnelle ; il faut **améliorer la chaîne de la paye** afin, par exemple, de limiter l'impact des mutations sur les rémunérations attendues ; ou même encore **renforcer, amplifier le recrutement des policiers adjoints.** Je demande donc au directeur général de la police nationale de me proposer **un plan de la RH du quotidien,** pour la fin du mois de janvier, et vos organisations seront bien entendu associées pour que ce dialogue soit fructueux et fécond. Parallèlement, je n'oublie pas que l'inspection générale de la police nationale doit remettre son évaluation **sur les cycles de travail en cours d'expérimentation.**

Sur les moyens, c'est donc ce combat que je vais mener dans les prochaines semaines, et j'aurai besoin de votre soutien. Je ne lâcherai rien. Parce que si j'ai conscience que les désordres dans nos comptes menacent sérieusement notre économie, menace la place de la France en Europe et dans le monde, je sais comme vous que **les désordres dans nos rues, eux, brisent des vies.** Je sais que la sécurité n'a pas de prix, c'est vrai ça a un coût. Et imaginons ensemble le coût d'un désordre généralisé bien supérieur au coût de la sécurité que nous devons mettre en place avec votre coopération. La première chose qu'un Etat doit à ses citoyens, c'est le régalien, c'est la protection physique des personnes. On voit bien qu'au

fil des années, l'Etat Providence s'est dilaté et qu'au fil des années les moyens de l'Etat régaliens se sont rétractés. Il y a bien des domaines, dans bien des administrations, ou des économies peuvent et doivent être faites, y compris le ministère de l'Intérieur. **Mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, sacrifier l'urgence sécuritaire au nom de l'urgence budgétaire.**

Voilà pour les moyens. Mais s'il faut redonner des moyens à notre police nationale, il convient également de donner du sens au métier de policier.

Car on ne devient pas policier par hasard.

On le devient par vocation, par admiration même : combien sont entrés dans la police pour suivre la voie des grands flics qui ont fait la grandeur et la fierté de notre institution ? Beaucoup, sans doute. L'un des enjeux est d'ailleurs de **renforcer cette attractivité, notamment dans une filière qui ne va pas bien, cette si belle filière qui est la filière investigation,** qui est aujourd'hui en grande souffrance : nous y travaillons, avec le DGPN. C'est la priorité des priorités. Comment pourrions-nous lutter contre le narco trafic, la criminalité organisée si nous n'allons pas chercher les têtes de réseaux avec un travail d'enquête en profondeur ? Cette filière-là est absolument essentielle. **Avant le printemps, nous devons avoir des mesures qui nous permettent de revaloriser, de consacrer cette filière comme l'une des filières les plus importantes de notre institution.** Vous n'imaginez pas quand je vais sur le terrain, j'essaye souvent d'avoir une rencontre avec nos enquêteurs qui sont parfois de la DGSI, de la PJ. Et j'ai devant moi des hommes et des femmes qui sont absolument exceptionnels, qui font un

travail dont j'aimerais tellement que les Français se rendent compte de la difficulté, de l'ingéniosité. C'est extraordinaire, il faut que ça se sache. Il faut que l'on réussisse aussi mieux communiquer pour renforcer justement l'admiration que la nation doit à celles et ceux qui les protègent, souvent dans des conditions difficiles. Parmi les défis à relever pour cette filière d'excellence, se trouve **la question des procédures**, et des outils pour réduire leur complexité : je pense évidemment à **la mise en place du logiciel XPN**. On me dit qu'il ne pourra être opérationnel qu'en 2027. C'est trop loin. On est aujourd'hui en France en 2025, on parle de l'intelligence artificielle et on a des logiciels qui ne marchent pas. C'est un travail fondamental si on veut, au-delà même de la simplification des procédures, rendre plus d'efficacité aux hommes et aux femmes qui sont en première ligne.

Mais on devient aussi policier par conviction, au nom de ces idéaux qui tous, ici, vous habitent : le sens du devoir, le dévouement à la République, l'amour du drapeau. Nos policiers se font une haute idée de leur mission, et c'est pourquoi ils vivent douloureusement tout ce qui blesse ces idéaux. **Et ce qui les blesse, c'est l'impunité.** Combien de mineurs violents, récidivistes, qui blessent nos policiers, ont échappé à toutes sanctions ? Combien de récidivistes voient **leurs peines réduites ou aménagées**, comme si désormais l'objectif n'étaient plus d'éviter la récidive, le délit ou le crime, mais d'éviter la prison ? Parce qu'en France, au cours des années, au cours des circulaires, de loi en loi, nous avons bâti, nous avons inscrit une sorte de droit à l'inexécution des peines prononcées. Et c'est ce qui est intolérable. Je le sais, vous me l'avez rappelé.

C'est ce qui blesse le sens de l'engagement des policiers et plus généralement des forces de l'ordre. **Il faut redonner de la puissance à la sanction si nous voulons rétablir l'ordre public et l'ordre républicain en France.**

C'est pourquoi je me félicite que **le Premier ministre** ait déclaré qu'il y avait bel et bien, dans notre pays, **un problème d'inexécution des peines** : c'est une évidence, que j'avais moi-même rappelée, et que vous soulignez régulièrement. Comme je me réjouis que **le nouveau Garde des Sceaux**, que vous connaissez un peu - et dont je connais les convictions - **se soit prononcé en faveur des courtes peines** de prison dans des établissements dédiés : ces courtes peines, que je défends depuis longtemps, nous en avons besoin pour briser, dès les premiers délits graves, la spirale de la violence. C'est ce qu'on fait les pays européens avec succès. Il faut désormais que la France change de politique pénale pour avoir un certain nombre de résultats.

Mesdames et Messieurs, dans la bataille contre l'impunité, les planètes sont donc aujourd'hui alignées : jetons toutes les forces de la République dans cette bataille. Saisissons cette opportunité, assez unique, d'agir vraiment de concert, ministère de l'Intérieur et ministère de la Justice, au service de cette fermeté que les Français nous demandent. J'y suis prêt. Comme je sais que vous l'êtes également.

C'est le vœu que je forme pour cette nouvelle année : qu'ensemble, à travers ce dialogue franc, combattif parfois mais toujours constructif, nous puissions répondre à cette demande d'ordre, majoritaire dans le pays. Sans ordre républicain, il n'y a pas de devise

républicaine. C'est le sens de votre action. Il ne peut pas y avoir de liberté dans la chienlit, il ne peut pas y avoir d'égalité quand c'est la loi du plus fort, il ne peut pas y avoir de fraternité dans la discorde civile. La condition c'est le rétablissement de l'ordre, c'est vous qui êtes en première ligne.

Alors à tous, je vous souhaite une très belle année 2025. Qu'elle soit pour chacune et chacun d'entre vous synonyme d'épanouissement, sur le plan professionnel comme sur le plan personnel. Car je mesure les sacrifices, notamment familiaux, auxquels vous consentez, vous qui donnez tout pour la République, tout pour la France. Je suis Ministre de l'Intérieur, je suis à vos côtés pour remplir auprès de vous la même mission. Je sais que vous donnez tout pour l'avenir, vous donnez tout pour la France.

Vive la police nationale,

Vive la République,

Et Vive la France.